

Message à la Nation par S.E. Pierre Nkurunziza, Président de la République

Burundaises, Burundais,
Amis du Burundi,

Nous Commençons par rendre grâce à Dieu Tout Puissant, Lui qui nous guide et nous assiste dans toutes nos actions visant à consolider la paix, réconcilier les Burundais et promouvoir le développement de notre pays. Qu'honneur et gloire lui soient rendus.

Depuis quelque temps, notre pays fait face à un moment particulièrement difficile, et des violences sont allées croissantes surtout à partir du jour où le Parti CNDD-FDD a annoncé officiellement le nom du candidat aux élections présidentielles qui approchent ; cette désignation a constitué l'élément déclencheur des manifestations, car certains pensaient que la candidature était contraire à la Constitution.

En vertu de l'article 228 de la Constitution, Le Sénat a saisi la Cour Constitutionnelle, et celle-ci vient de rendre public son Arrêt en affirmant que le renouvellement de l'actuel mandat présidentiel au suffrage universel direct n'est pas contraire à la Constitution de la République du Burundi du 18 mars 2005.

Chers compatriotes,
Amis du Burundi,

Dans la ligne de la Bonne Gouvernance, le respect de la loi, les principes de dialogue et de concertation, la défense de la démocratie et la promotion des droits de l'homme, doivent servir de leitmotif.

Fort de cette conviction, Nous portons à la connaissance de la Communauté Nationale et Internationale ce qui suit :

1° Nous prenons acte de l'Arrêt de la Cour Constitutionnelle dans son intégralité, et Nous nous engageons à le respecter ;

2° Nous tenons à informer l'opinion nationale et internationale que si le peuple burundais nous fait encore confiance, ce sera le dernier mandat, tel que stipulé par l'Arrêt de la Cour Constitutionnelle ;

3° Nous appelons les partenaires et amis du Burundi à s'impliquer davantage dans le renforcement des acquis de paix et de sécurité et à nous appuyer dans nos efforts de développement du pays.

4° En ce qui nous concerne, Nous nous engageons à poursuivre les efforts déployés pour réconcilier définitivement notre peuple depuis la signature des accords d'Arusha et de l'Accord Global de Cessez-le-feu, engagements dont tire sa source la Constitution actuelle ;

5° Dans le but de consolider la paix à travers tout le pays, Nous demandons que les déplacés intérieurs qui sont encore dans les sites bénéficient d'une protection toute spéciale.

6° Nous nous félicitons de la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation, car c'est elle qui va aider les Burundais à connaître la vérité sur tous les maux qui ont survécu

au pays depuis son accession à l'indépendance ;

7° Nous invitons les responsables politiques et de certaines organisations de la société civile, à rompre avec l'habitude d'utiliser la population, en particulier les enfants, comme boucliers humains dans les actes de violences : les écoliers, les élèves, les étudiants, tous doivent retourner à l'école sans délai, leur place se trouve là-bas, et non dans la rue.

C'est pour cela que nous ordonnons : les enfants âgés de moins de 18 ans et qui ont été arrêtés au cours manifestations doivent être relâchés sans délai.

8° Nous demandons que tous les concours et examens prévus aussi bien au primaire qu'au secondaire se passent selon le calendrier initialement fixé. Nous demandons aux forces de l'ordre et de sécurité d'assurer la sécurité des lieux de passation de ces examens.

9° Les majeurs arrêtés et emprisonnés à cause de ces manifestations pourront être relâchés eux aussi, lorsque le mouvement aura cessé.

10° La protection des populations civiles est l'une de nos priorités.

11° Nous invitons les responsables politiques à se rendre sur terrain en vue de mobiliser leurs militants pour la participation massive aux élections qui approchent. En effet, aucune autre solution n'est envisageable pour le problème actuel.

Chers compatriotes,
Amis du Burundi,

Les manifestations qui se déroulent maintenant, en particulier dans la Capitale de notre pays, ont occasionné des dégâts énormes et multiformes. Nous regrettons les pertes en vies humaines enregistrées depuis le début des violences, aussi bien du côté des civiles que dans les rangs des forces de défense et de sécurité. Aux familles éprouvées, Nous présentons nos condoléances les plus attristées.

Nous annonçons à tous les concernés de près par les élections que des mesures ont été prises pour permettre un déroulement calme de la campagne électorale. Nous rassurons encore une fois la Communauté Nationale et Internationale que le processus électoral sera libre, transparent, inclusif et dans un climat apaisé ;

Nous appelons encore une fois la Communauté Internationale, l'ONU, l'Union Européenne, l'Union Africaine, la Communauté Est-Africaine, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (...) à venir au Burundi pour être témoins de son déroulement ;

Nous invitons les hommes et femmes des média à se ressaisir et à travailler dans le strict respect du code d'éthique et de déontologie de du métier journalistique ;

Nous rappelons au Conseil National de Communication (CNC) de suivre de près, et au quotidien, l'évolution de la situation. Les journalistes doivent garder à l'esprit les deux aspects importants de leur devoir, à savoir : l'information et le renforcement de la paix et de la réconciliation des Burundais.

Chers compatriotes,
Amis du Burundi,

Pour terminer, nous voudrions appeler au calme toute la population, mais aussi au respect des décisions des Institutions Publiques.

Nous rappelons aux politiciens qui auraient des revendications à faire de se conformer à la loi, de les exprimer clairement et dans l'esprit de sauvegarder les acquis de paix et de

sécurité de notre pays.

Nous invitons la population à rester calme, et Nous promettons, en cas de notre élection, que Nous allons continuer à consolider les acquis de la paix et à promouvoir le développement intégral de notre chère patrie.

Nous invitons les Burundais et tous les étrangers résidant au Burundi à rejeter tout acte qui serait de nature à perturber la paix et la sécurité de notre pays. Nous les avons acquises au prix de grandes peines, ne les négligeons pas.

Nous demandons que les manifestations en cours s'arrêtent immédiatement pour nous préparer aux élections le cœur en place, et poursuivre notre action de bâtir un BURUNDI uni, paisible et prospère.

Que Dieu bénisse le Burundi et les burundais, je vous remercie